Le désastre de l'ingénierie de l'utopie - par Chris Hedges

https://www.les-crises.fr/le-desastre-de-l-ingenierie-de-l-utopie-par-chris-hedges/

Source: Truthdig, Chris Hedges

Karl Popper, dans « The Open Society and Its Enemies », met en garde contre l'ingénierie utopique, les transformations sociales massives menées par ceux qui croient avoir trouvé une vérité révélée. Ces ingénieurs utopistes procèdent à la destruction massive de systèmes, d'institutions et de structures sociales et culturelles dans un vain effort pour réaliser leur vision. Ce faisant, ils démantèlent les mécanismes autorégulateurs des réformes progressives et fragmentaires qui font obstacle à cette vision. L'histoire regorge d'utopistes désastreux – <u>les Jacobins</u>, les marxistes, les fascistes et maintenant, à notre époque, les mondialistes ou les impérialistes néolibéraux.

L'idéologie du néolibéralisme, qui n'a aucun sens économique et qui exige une ignorance délibérée de l'histoire sociale et économique, est la dernière itération de projets utopiques. Elle postule que la société humaine atteint son apogée lorsque les actions entrepreneuriales individuelles sont libérées des contraintes gouvernementales. La société et la culture devraient être dictées par la primauté des droits de propriété, l'ouverture du commerce – qui envoie des emplois manufacturiers dans des ateliers clandestins en Chine et dans le Sud et permet la circulation de l'argent à travers les frontières – et des marchés mondiaux sans entraves. Les marchés du travail et des produits devraient être déréglementés et libérés de la surveillance gouvernementale. Les financiers mondiaux devraient se voir confier le contrôle des économies des États-nations. Le rôle de l'État devrait être réduit à garantir la qualité et l'intégrité de l'argent, ainsi que la sécurité intérieure et extérieure, et à privatiser le contrôle des terres, de l'eau, des services publics, de l'éducation et des services gouvernementaux tels que les services de renseignements et souvent l'armée, les prisons, les soins de santé et la gestion des ressources naturelles. Le néolibéralisme convertit le capitalisme en une idole religieuse.

Cette vision utopique du marché, bien sûr, n'a aucun rapport avec sa réalité. Les capitalistes détestent les marchés libres. Ils cherchent à contrôler les marchés par le biais de fusions et d'acquisitions, en rachetant la concurrence. Ils saturent la culture avec de la publicité pour manipuler les goûts et la consommation du public. Ils se livrent à la fixation des prix. Ils construisent des monopoles inattaquables. Ils mettent en place, sans contrôle ni surveillance, des systèmes de spéculation sauvage, de prédation, de fraude et de vol. Ils s'enrichissent par le rachat d'actions, les combines à la Ponzi, la destruction structurée des actifs par l'inflation, le démembrement des actifs et l'imposition au public d'une dette accablante. Aux États-Unis, ils saturent le processus électoral d'argent, achetant l'allégeance des élus des deux partis au pouvoir pour légiférer sur les boycotts fiscaux, démolir les règlements et consolider encore plus leur richesse et leur pouvoir.

Ces capitalistes d'entreprise dépensent des centaines de millions de dollars pour financer des organisations telles que la Business Roundtable et la Chambre de commerce et des groupes de réflexion comme la Heritage Foundation pour vendre l'idéologie au public. Ils font des dons aux universités, à condition que ces dernières soient fidèles à l'idéologie dominante. Ils utilisent leur influence et leur richesse, ainsi que leur propriété des plateformes médiatiques, pour transformer la presse en leur porte-parole. Et ils font taire les hérétiques ou leur rendent la tâche difficile pour trouver un emploi. La flambée des valeurs boursières, plutôt que la production, devient la nouvelle mesure de l'économie. Tout est financiarisé et marchandisé.

Ces utopistes mutilent le tissu social par la <u>désindustrialisation</u>, transformant des centres de production autrefois gigantesques en friches, et la classe moyenne et ouvrière, rempart de toute démocratie, en un <u>précariat</u> frustré et enragé. Ils travaillent « à l'étranger », procèdent à des licenciements massifs et font baisser les salaires. Ils détruisent les syndicats. Le néolibéralisme – parce qu'il a toujours été un projet de classe et que c'était son but – redistribue la richesse vers le haut. « Privés de la protection des institutions culturelles », écrit <u>Karl Polanyi</u> dans son livre « La Grande Transformation », les êtres humains « périssent des effets de l'exposition sociale » et meurent comme « victimes d'une dislocation sociale aiguë ».

Le néolibéralisme, en tant que projet de classe, est une brillante réussite. Huit familles détiennent aujourd'hui autant de richesses que 50% de la population mondiale. Les 500 personnes les plus riches

du monde en 2019 ont augmenté leurs avoirs de 12 000 milliards de dollars, tandis que près de la moitié des Américains n'avaient pas d'économies et que près de 70 % n'auraient pas pu trouver 1 000 dollars en cas d'urgence sans s'endetter. David Harvey appelle cela « l'accumulation par dépossession ». Cet assaut néolibéral, antagoniste de toutes les formes de solidarité sociale qui freinent l'accumulation de capital, a fait disparaître les mécanismes démocratiques autorégulateurs qui rendaient autrefois possible une réforme progressive et fragmentaire. Il a transformé les êtres humains et le monde naturel en marchandises à exploiter jusqu'à épuisement ou effondrement. La dévotion servile des élites dirigeantes pour le profit des entreprises et l'accumulation de richesses par l'oligarchie mondiale signifie qu'elles ne veulent pas ou ne peuvent pas faire face à la plus grande crise existentielle à laquelle l'espèce humaine est peut-être confrontée : l'urgence climatique.

Tous les centres de pouvoir en concurrence, y compris le gouvernement, ont maintenant été accaparés par le pouvoir des entreprises, et corrompus ou détruits. Nous avons subi ce que <u>John Ralston</u> <u>Saul</u> appelle un coup d'État au ralenti. Il est terminé. Ils ont gagné.

Dans le même temps, ces utopistes, qui tentent de projeter la puissance américaine et la domination mondiale, ont lancé des invasions et des occupations dans tout le Moyen-Orient qui sont tombées dans des bourbiers futiles coûtant aux États-Unis entre 5000 et 7000 milliards de dollars. Ce projet utopique en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et, par procuration, au Yémen, a tué des centaines de milliers de personnes, déplacé ou fait fuir des millions de personnes, détruit des villes et des nations, créé des États en faillite qui couvent des groupes djihadistes radicaux et affaibli fatalement la puissance améri-

caine. En effet, ces guerres, dont certaines sont maintenant dans leur 18° année, constituent la plus grande bévue stratégique de l'histoire américaine. Les utopistes – ignorant culturellement, linguistiquement et historiquement les pays qu'ils occupaient – croyaient dans leur naïveté qu'ils pouvaient implanter la démocratie dans des endroits comme Bagdad et la voir se propager dans tout le Moyen-Orient. Ils nous ont assuré que nous serions accueillis comme des libérateurs, que les revenus du pétrole paieraient la reconstruction et que l'Iran serait intimidé et déstabilisé. Ce n'était pas plus réalisable ni plus ancré dans la réalité que le projet utopique de libérer le marché et de libérer la prospérité et la liberté dans le monde.

Dès qu'une cabale – monarchique, communiste, fasciste ou néolibérale – s'empare du pouvoir, son démantèlement des mécanismes qui rendent la réforme possible ne laisse à ceux qui recherchent une société ouverte d'autre choix que de faire tomber le système. L'État d'entreprise, comme les régimes communistes que j'ai couverts en Europe de l'Est, n'est pas réformable de l'intérieur. Les échecs qui nous accablent sont des échecs bipartites. Sur toutes les grandes questions structurelles, y compris la guerre et l'économie, il y a peu ou pas de divergence entre les deux partis politiques au pouvoir aux États-Unis. La concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une élite oligarchique, comme l'avait prévenu Aristote, ne laisse que deux possibilités : la tyrannie ou la révolution. Et nous sommes en plein sur la voie de la tyrannie.

L'utopie néolibérale, parce qu'elle supprime les libertés d'organisation, de régulation et de protection du bien commun et qu'elle permet d'exploiter et de consolider la richesse et le pouvoir, est toujours vouée, écrit Polanyi, à l'autoritarisme ou au fascisme pur et simple. Les bonnes libertés sont perdues. Les mauvaises remportent la victoire.

Le néolibéralisme a donné naissance à la pire forme de capitalisme monopoliste et au plus haut niveau d'inégalité des revenus de l'histoire américaine. Les banques et les industries agricoles, alimentaires, de l'armement et des communications ont détruit les réglementations qui entravaient autrefois leurs monopoles, leur permettant de fixer les prix, de bloquer les salaires, de garantir les profits, d'abolir les contrôles environnementaux et d'abuser de leurs travailleurs. Ils ont fait disparaître la concurrence du marché libre.

Le capitalisme sans entraves, comme l'a souligné Karl Marx, détruit le soi-disant marché libre. Il est hostile aux valeurs et aux traditions d'une démocratie capitaliste. La dernière étape du capitalisme, a écrit Marx, est marquée par le pillage des systèmes et des structures qui rendent le capitalisme possible. Ce n'est pas du tout du capitalisme. L'industrie de l'armement, par exemple, avec son projet de loi officiel d'autorisation de dépenses pour la défense de 612 milliards de dollars – un chiffre qui ignore de nombreuses autres dépenses militaires cachées dans d'autres budgets, masquant le fait que nos dépenses réelles pour la sécurité nationale dépassent les mille milliards de dollars par an – a amené le gouvernement à s'engager à dépenser 348 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour moderniser nos armes nucléaires et construire 12 nouveaux sous-marins nucléaires de classe Ohio, estimés à 8 milliards de dollars chacun. Nous dépensons quelque 100 milliards de dollars par an pour le renseigne-

ment – la surveillance de la presse – et 70 % de cet argent va à des entrepreneurs privés comme Booz Allen Hamilton, qui tire 99 % de ses revenus du gouvernement américain. Nous sommes les plus grands exportateurs d'armes au monde.

Selon le Fonds monétaire international, l'industrie des combustibles fossiles engloutit <u>5300 milliards de</u> <u>dollars par an dans le monde entier en coûts cachés</u> pour continuer à brûler des combustibles fossiles. Cet argent, note le FMI, vient s'ajouter aux 492 milliards de dollars de subventions directes offertes par les gouvernements du monde entier par le biais d'amortissements, de dépréciations et de lacunes dans le droit d'utilisation des terres.

Les subventions des contribuables aux grandes banques – JPMorgan Chase, Bank of America, Citigroup, Wells Fargo et Goldman Sachs – sont estimées à 64 milliards de dollars par an, un montant à peu près égal à leurs bénéfices annuels habituels.

En 1980, les trains de marchandises ont été déréglementés. Le nombre de chemins de fer de classe I est passé de 40 à 7. Quatre d'entre eux représentent 90 % des revenus du secteur. Près d'un tiers de tous les affréteurs n'ont accès qu'à un seul chemin de fer.

Le Telecommunications Act de 1996 du président Bill Clinton a été présenté comme un moyen d'ouvrir le secteur du câble à la concurrence. Au lieu de cela, il a vu une consolidation massive de l'industrie entre les mains d'une demi-douzaine de sociétés qui contrôlent ce que 90% des Américains regardent ou entendent sur les ondes.

L'industrie aéronautique, libérée de toute réglementation, s'est rapidement consolidée. Quatre compagnies aériennes contrôlent 85 % du marché intérieur. Elles ont divisé le pays en centres régionaux où elles extorquent des redevances, fixent les prix, annulent les vols à volonté, laissant les passagers bloqués sans indemnisation, et fournissent un service de mauvaise qualité.

Les sociétés pharmaceutiques et d'assurance qui gèrent notre industrie des soins de santé à but lucratif ont soutiré 812 milliards de dollars aux Américains en 2017. Cela représente plus d'un tiers (34,2 %) des dépenses totales pour les visites chez le médecin, les hôpitaux, les soins de longue durée et l'assurance maladie. Si nous avions un système de santé publique, comme au Canada, cela nous permettrait d'économiser 600 milliards de dollars en une seule année, selon <u>un rapport des Médecins pour un régime national de santé</u>. En 2017, les coûts d'administration de la santé étaient plus de quatre fois plus élevés par habitant aux États-Unis qu'au Canada (2 479 dollars contre 551 dollars par personne), note le groupe. Le Canada a mis en place un système à payeur unique « Medicare for All » en 1962. En 2017, les Américains ont dépensé 844 \$ par personne pour les frais généraux des assureurs. Les Canadiens ont dépensé 146 \$.

Le néolibéralisme ne peut être défendu comme étant plus innovant ou plus efficace. Il n'a pas répandu la démocratie et, en orchestrant des niveaux sans précédent d'inégalité des revenus et de stagnation politique, il a vomi des démagogues et des régimes autoritaires qui promettent mensongèrement de se venger des élites dirigeantes qui ont trahi le peuple. Notre démocratie, soumise à cet assaut, a été remplacée par un théâtre politique dénué de sens.

Comme l'ont détaillé les universitaires Benjamin Page et Martin Gilens dans leur étude exhaustive de $2017 \le 1000 \le 1000$

« les meilleures preuves indiquent que les souhaits des Américains ordinaires n'ont que peu ou pas d'impact sur l'élaboration de la politique du gouvernement fédéral. Les particuliers fortunés et les groupes d'intérêt organisés, en particulier les sociétés commerciales, ont ... beaucoup plus de poids politique. ... [L]e grand public [est] ... pratiquement impuissant. ... La volonté des majorités est ... contrecarrée par les riches et les personnes bien organisées, qui bloquent les propositions politiques populaires et s'accordent des privilèges particuliers. ... La majorité des Américains sont favorables à des politiques spécifiques conçues pour faire face à des problèmes tels que le changement climatique, la violence armée, un système d'immigration intenable, des écoles publiques inadaptées et des ponts et des autoroutes en ruine. ... De larges majorités d'Américains sont favorables à divers programmes visant à fournir des emplois, à augmenter les salaires, à aider les chômeurs, à fournir une assurance médicale universelle, à assurer des pensions de retraite décentes et à payer ces programmes avec des impôts progressifs. La plupart des Américains veulent également supprimer les « la protection sociale gérée par les entreprises ». Pourtant, ce sont surtout les riches, les groupes d'entreprises et les blocages structurels qui ont empêché ces nouvelles politiques. ... »

Il ne devrait pas y avoir de débat sur la manière d'apporter des changements. Une réforme fragmentaire et progressive est toujours préférable à l'anarchie inévitable que crée tout vide de pouvoir. Le problème est que nos ingénieurs utopistes, dans leur démantèlement vertigineux d'un système économique et démocratique, ainsi que dans l'épuisement des ressources de l'État dans les guerres qu'il mène à l'étranger, ont dynamité les outils qui pourraient nous sauver. Ils ne nous ont laissé d'autre choix que de nous révolter et de les chasser du pouvoir.

Nous mènerons des actions soutenues de désobéissance civile pour faire tomber ces oligarques corporatifs ou bien nous vivrons dans une tyrannie orwellienne, au moins jusqu'à ce que l'urgence climatique fasse disparaître l'espèce humaine. Les règlements, les lois, la planification et le contrôle ne sont pas les ennemis de la liberté. Ils empêchent les capitalistes de détruire la liberté, de nier la justice et d'abolir le bien commun. La liberté de la classe capitaliste d'exploiter les êtres humains et le milieu naturel sans restriction transforme la liberté du plus grand nombre en liberté du plus petit nombre. Cela a toujours été ainsi.

Chris Hedges.

Source: Truthdig, Chris Hedges

Traduit par les lecteurs du site <u>www.les-crises.fr</u>. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

https://www.les-crises.fr/le-desastre-de-l-ingenierie-de-l-utopie-par-chris-hedges/

